

le globule rouge

Publication du Parti ouvrier et populaire jurassien

POP • Parti ouvrier et populaire • 12, rue de l'Eglise • CP 2208 • 2800 Delémont • Tél. / Fax 032 422 18 81 • e-mail: popjura@bluemail.ch • www.popjura.ch

Se mettre à table avec le diable

Nous défendons les grandes causes, surtout celles des petits

Pierluigi Fedele



Quelle ambiance ! La théorie du complot tient lieu de campagne politique. Au profit intégral de l'UDC qui va, électoralement parlant, tirer les bénéfices de l'opération. Mais le plus grave se situe dans la confiscation, par les partis politiques (avec l'UDC au premier plan), de tout débat de fonds.

Il faut le dire une fois pour toutes : les campagnes de l'UDC sont de plus en plus sales, immondes, dégueulasses. Ses dirigeants ont la capacité de concentrer l'ensemble du débat public sur leur stratégie (campagne d'affichage ou initiative raciste) ou sur les frasques de leur conseiller fédéral.

La popiste vaudoise Christiane Jaquet-Berger résume très explicitement la situation :

« Blocher occupe tout l'espace médiatique. Il est le seul pivot de la campagne électorale. Parler du partage de la richesse ? dépassé ! Le clivage droite - gauche ? démodé. L'individualisme remplace les classes sociales, l'assistanat la solidarité. Et les victimes du

système sont culpabilisées. On montre la lune et l'imbécile regarde le doigt ».

Une campagne électorale devrait avant tout dévoiler les programmes politiques des partis et de leurs candidats. Quelques sujets mériteraient une plus grande place dans le débat : **la fiscalité sur mesure pour les riches, l'arnaque du deuxième pilier, la dictature des caisses maladies, l'implantation pernicieuse de cultures OGM, la destruction des assurances publiques au profit des grands groupes d'assurances privées, la privatisation rampante des services publics, les dégradations des conditions de travail, etc...**

Le problème, c'est que les libéraux-radicaux ou le PDC ont, peu ou prou, les mêmes propositions que l'UDC sur ces thèmes. Il fallait donc trouver autre chose pour diminuer l'emprise de l'extrême droite sur la scène politique.

Le PLR jurassien a développé une meilleure stratégie : l'appareusement avec l'UDC, lié à la présence de listes PCSI non apparantées à la gauche, laisse entrevoir une mince, mais réelle chance de gagner un siège.

« Se mettre à table avec le diable », c'est en ces termes que le très radical Thierry Béguin, ancien conseiller d'Etat neuchâtelois avait qualifié, il y a quelques années déjà les négociations de son parti avec la section cantonale de l'UDC. Un homme de droite, qui se trouvait certainement en phase avec l'idéologie néo-libérale du parti agrarien, mais qui n'était pas prêt, pour de futiles considérations électorales, à jeter aux orties ses convictions démocratiques. Serge Vifian a tenu récemment des propos similaires dans la presse jurassienne. Mais ils restent l'un et l'autre des exceptions.

A se mettre à table avec le diable, on fait courir au peuple le risque d'une douloureuse indigestion. Les élections fédérales approchent, l'équipe du Globule rouge vous souhaite un bon appétit !



**Elections fédérales : Voter utile, c'est voter à gauche !
 Pour le Conseil National, votez la liste 2 JSPJ.
 Pour le Conseil des Etats, votez la liste 1 PSJ.**

Paroles d'élus **Parlement**

Un frein au copinage

La loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura permet aujourd'hui au Gouvernement de procéder d'emblée à des nominations par voie d'appel. Cette manière de faire n'est pas correcte. C'est ce que nous avons dénoncé, avec le Groupe CS-POP/VERTS, dans une motion dont le contenu peut se résumer ainsi :

« Un poste à repourvoir dans l'administration publique doit être, par principe, proposé à la population. Cette règle ne peut être transgressée que pour une mutation interne, mais à condition que celle-ci n'implique pas une promotion pour le fonctionnaire concerné, et, dans tous les cas, que le poste à repourvoir ne soit pas un poste à responsabilités hiérarchiques.

Dès lors qu'un poste ne peut être repourvu de cette façon, la procédure de nomination par voie d'appel ne peut intervenir qu'en 2e vague, lorsque les candidatures reçues pour une mise au concours d'un poste dans l'administration ne répondent aux attentes de l'exécutif. »

Le Gouvernement souhaitait que cette

motion soit rejetée par le Parlement.

Il argumentait notamment que cette procédure, qui permet de ne pas mettre au concours un poste vacant et de le proposer directement à une personne que l'on verrait bien à cette fonction n'était utilisée que dans de rares exceptions.

En 2006, 12 postes, sur 50, ont été repourvus de cette manière. Une telle proportion (un quart) ne relève plus de l'exception. On sait qu'il n'est pas possible d'établir des règles empêchant tout copinage dans les nominations dans l'administration. Mais en maintenant cette possibilité immédiate de nomination sur appel pour le Gouvernement, on aurait alors encouragé la dérive faisant place au copinage que beaucoup suspectent et condamnent dans notre canton.

La majorité du Parlement a finalement suivi le Groupe CS-POP/VERTS en exigeant que la procédure de nomination sur appel n'intervienne que dans une 2e phase d'une mise au concours. Le Gouvernement n'a été soutenu dans son opposition que par le groupe PDC. Par conviction ou par ... amitié ?

Rémy Meury

Le 22 août dernier, outre cette motion, le Parlement a accepté deux autres interventions de CS-POP/VERTS :

1. Utilisation du papier recyclé par l'administration cantonale

Une motion d'Erica Hennequin, acceptée par une forte majorité du Parlement, sans opposition, fait que l'administration jurassienne utilisera pour ses documents du papier recyclé. Une manière de faire des économies tout en réduisant d'un tiers en moyenne la charge pour l'environnement par rapport au papier en fibres neuves (économies en eau et en énergie, utilisation moindre de produits chimiques, etc.).

2. Un contrat de travail pour tous les employés de l'Etat

De nombreux employés de la République et Canton du Jura ne sont pas en possession d'un contrat de travail clairement défini. Ceci est plus particulièrement courant pour le personnel auxiliaire. Le postulat de Rémy Meury demandant que le Gouvernement élabore un modèle de contrat de travail pour tous les collaborateurs de l'Etat a été accepté sans opposition.

« Laïcité attaquée : au recours ! »

Le Parlement jurassien a accepté de mettre, au travers de la loi scolaire, « un accent particulier sur l'histoire du christianisme » dans l'enseignement des religions. La dénomination plus neutre d'enseignement de « l'histoire des religions » aurait permis d'évacuer la possibilité de dispense pour des élèves de confessions différentes. Surtout, elle caractérisait l'action laïque de l'Etat jurassien.

La majorité parlementaire a poussé l'incohérence à son paroxysme, en maintenant la suppression de la dispense.

Le débat parlementaire a pris plus d'une fois des contours émotionnels, voire passionnés. Les députés Baettig (UDC), mais surtout Vifian (PLR) justifiaient leur position par la montée des extrémismes religieux. L'Islam et les « fous de dieu » étant clairement identifiés dans leur discours. Religion contre religion donc. Pourtant, la seule stratégie à opposer aux intégristes de tous bords, c'est de **réaffirmer avec force notre attachement aux valeurs démocratiques, dont la laïcité.**

Le pire restait à venir. Michel Chofat (PDC) déclarait, sans rougir, que « refuser de donner une préférence au christianisme, c'est un peu perdre son âme ». Rien que ça !

La laïcité est une part prépondérante de l'âme de la gauche et des démocrates en général.

Etre laïc ne signifie pas que l'on s'oppose à toute forme de religion, pas plus que l'on préconise l'athéisme. La preuve en est que de par le monde, bien des croyants pratiquants professent la laïcité.

La laïcité est la garantie pour la société que le sentiment, la croyance, la pratique religieuse demeurent réservés à la sphère privée. La laïcité est une des conditions sine qua non du vivre ensemble, un pilier de la démocratie. Sa remise en cause est à l'œuvre partout en Europe et risque d'ouvrir grandes les portes au communautarisme et à l'intégrisme.

Quelle que soit la sincérité du propos des parlementaires qui privilégient le christianisme par rapport aux autres confessions, c'est la logique de « guerre des religions », que préconisent les « fous de dieu », qui est intégré, à dose homéopathe

certes, dans une loi de la République et Canton du Jura. Les groupes parlementaires socialiste et CS-POP-Verts n'avaient plus d'autre choix que de recourir auprès de la Cour Constitutionnelle. Verdict dans quelques semaines.

Pierluigi Fedele



Ça bouge au PST-POP

Raphaël Fehlmann du POP de La Chaux-de-Fonds, est le nouveau secrétaire du Parti suisse du Travail (PST) - POP

Raphaël Fehlmann est un Jurassien, âgé de 32 ans, aujourd'hui domicilié à La Chaux-de-Fonds. Il a fait sa scolarité dans la région de Moutier, a habité à Courrendlin et a été secrétaire syndical pour le secteur tertiaire Jura – Jura bernois, avant d'être nommé au secrétariat central d'Unia à Berne, puis comme secrétaire régional à Neuchâtel. Deux ans avant son départ pour La Chaux-de-Fonds, il avait adhéré au POP jurassien. Sa formation (licences en sciences sociales et en sciences politiques), son expérience syndicale, mais surtout son dynamisme et son enthousiasme, contribueront à un renforcement de l'efficacité du fonctionnement du PST-POP et de ses instances.

Raphaël est une vieille connaissance du POP jurassien et des militants progressistes jurassiens en général. Nous lui avons posé quelques questions, histoire de voir ce que le gaillard a dans le ventre. Entrevue.



GR : Qu'est-ce qui t'as poussé à accepter la fonction de secrétaire national du PST-POP ?

RF : Je soutiens les activités du POP et, plus largement, du parti national depuis de nombreuses années. Etant précédemment porte-parole syndical, je ne voulais pas mélanger les genres et m'engager trop avant dans le parti. Désormais, j'ai quitté mon emploi de syndicaliste et je peux mettre le paquet. Le boulot de secrétaire nécessite quelques compétences-clés (bilinguisme et faculté d'organisation notamment) que je crois posséder. En outre, j'ai l'impression que si la plupart des sections fonctionnent bien, le parti n'a pas suffisamment de visibilité au plan national, ce qui me peine et formera ma priorité pour les mois à venir.

GR : Quelles sont, à ton avis, les réformes à engager dans le parti ?

RF : Dans ce parti, les idées et les débats sont de grande qualité. Notre fond idéologique peut séduire beaucoup de monde, pour

autant qu'on fasse l'effort de le faire connaître. Je vais faire tout mon possible pour améliorer notre communication vers l'extérieur. Gagner en visibilité, c'est se donner les moyens de créer de nouvelles sections, de devenir plus influent sur le plan politique et d'entrer dans une dynamique nouvelle. Je me permets simplement d'ajouter que si telle est la priorité qui me semble prépondérante, il n'en demeure pas moins que c'est aux militant-e-s qu'appartient le choix des stratégies, et que sans le collectif, un secrétaire à mi-temps ne pourra pas grand-chose.

GR : Les élections fédérales approchent. Le PST-POP, et plus largement la gauche de transformation sociale, peuvent-ils retrouver une place d'envergure dans le panorama politique national ? Et surtout, comment ?

RF : A mon avis, nous ne sommes pas encore suffisamment organisés au plan national. Il n'y a pas encore de stratégie de croissance et par conséquent c'est canton par canton qu'il faut voir les situations

concrètes. Et là, il me semble que si nos deux camarades vaudois sont réélus et que nous avons la chance d'avoir une bonne surprise fin octobre (Denis de la Reussille par exemple à Neuchâtel), alors nous pourrions nous estimer très heureux pour cette année.

GR : Quelles devraient être, selon toi, les trois priorités politiques du PST-POP ?

RF : politiquement:

- le deuxième pilier (la situation actuelle est une catastrophe pour les assurés-es et sert les requins de la finance);
- le pouvoir de l'argent qui corrompt le système démocratique;
- les questions d'intégration (des jeunes, des migrants-es, des personnes en difficultés financière ou de santé, etc.).

En réalité pour le parti:

- qu'on arrête de se bouffer le nez entre camarades;
- qu'on arrête de se bouffer le nez entre camarades;
- qu'on arrête de se bouffer le nez entre camarades.

Enthousiasme, créativité, abnégation et capacité. Toutes ces qualités au service d'idées très claires sur l'organisation du PST-POP et de sa place actuelle, et future, dans la société.

Le POP jurassien et l'équipe du Globule rouge souhaitent pleine réussite à Raphaël Fehlmann dans sa nouvelle fonction.

Contact

POP
Parti ouvrier et populaire
12, rue de l'Eglise
CP 2208
2800 Delémont
Tél. / Fax 032 422 18 81
e-mail: popjura@bluemail.ch
Pour vos dons : CCP 25-10588-6

www.popjura.ch

Pour suivre de près l'actualité du POP

"C'est pas de nous, mais c'est très beau (citations)"

« La dignité de l'Homme consiste à prendre en main son devenir, à choisir. Aujourd'hui, plus sans doute que jamais au cours de notre histoire, nous sommes face à une bifurcation : d'un côté la voie facile de la domination de quelques-uns sur la multitude des démunis – une société fondamentalement esclavagiste, efficace, ordonnée, mais où presque la totalité des hommes vivront sans espoir - ; de l'autre, le chemin escarpé, périlleux, d'une recherche de l'égalité entre tous les membres de l'espèce, la construction jamais achevée d'une société où tous les hommes se sentiront chez eux sur la Terre des Hommes. La barbarie ou la démocratie, il faut en décider aujourd'hui. »

Albert Jacquard

Election au Conseil National :

Juliette Kohler, candidate popiste sur la liste de la Jeunesse socialiste et progressiste jurassienne

Pour l'élection au Conseil National, le POP jurassien appelle à voter la liste de la Jeunesse socialiste et progressiste jurassienne, qui présente un candidat socialiste, Joris Minder, 21 ans, polymécanicien, Courrendlin, et une candidate popiste, Juliette Kohler, 25 ans, étudiante en géographie et ethnologie, Delémont. Globule rouge a posé trois questions à Juliette Kohler.

GR : Jusqu'à présent, quels ont été tes engagements politiques et sociaux ?

JK : C'est au sein de la JSPJ que j'ai été la plus active. J'y ai adhéré en 2001, et depuis 2004 j'en ai assumé la présidence ou la vice-présidence. Concernant mes mandats politiques, j'ai été élue au Conseil de ville à fin 2004 et je fais partie de son bureau depuis le début de l'année. J'y représente le groupe CS-POP. Depuis 2001, je suis également très active dans le Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers, au sein duquel nous avons mis sur pied une permanence d'accueil à laquelle je participe régulièrement.

GR : Pour quelles raisons te présentes-tu à ces élections ?

JK : Vu que CS-POP a renoncé à y participer, cela permet une présence des idées de la gauche alternative dans la campagne, et celle, avec Joris, de la jeunesse, ce qui devrait contribuer à la réélection d'un représentant de la gauche jurassienne à Berne. Et avec l'extrême minorité de femmes jurassiennes en lice, je pense qu'il était important d'apporter un souffle de féminité pour la gauche.

GR : Quels sont les principaux thèmes que tu comptes aborder dans la campagne ?

JK : Entre autres, nous abordons le sujet de la protection de l'environnement. Car à l'heure actuelle, il paraît évident que nous n'avons plus d'autre choix que de prendre des mesures efficaces pour préserver notre planète et notre environnement qui actuellement se dégradent fortement et ce par la faute de l'être humain. Nous préconisons

notamment l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires et la gratuité de l'abonnement général pour les moins de 25 ans, afin que les jeunes prennent des habitudes plus respectueuses de leur environnement.

Un autre thème de notre campagne, qui me tient à cœur, est **l'intégration des étrangers**. Avec notamment le souci d'améliorer la situation des requérants d'asile et des sans-papiers appelés à vivre plusieurs années dans notre pays. Après les dernières révisions des lois sur l'asile et

des étrangers, il devient hautement important de se préoccuper de ces questions. Nous défendons également un élargissement de l'offre des cours de langue gratuits, afin de permettre aux étrangers de s'intégrer plus facilement dans notre pays, ainsi qu'une harmonisation de ces structures au niveau fédéral, afin que tous les cantons fournissent un minimum d'efforts dans ce domaine. La **défense des travailleurs** est également un sujet important. La JSPJ entend lutter contre la sous-enchère salariale et pour des salaires décents pour toutes et tous. Les mesures d'accompagnement à la libre

circulation des personnes doivent être beaucoup mieux appliquées. Les contrôles doivent être renforcés et des mesures sévères doivent être prises à l'égard des patrons qui ne respectent pas les normes salariales en vigueur. Un salaire minimal à 3'500.- et l'obligation d'adapter les salaires au renchérissement chaque année doivent être des priorités. En outre, nous sommes choqués des salaires exorbitants que s'octroie un nombre croissant de «managers» et grands patrons en Suisse. La JSPJ aimerait défendre l'idée que le salaire de la direction ne dépasse pas plus de 5 fois le salaire de l'employé le moins bien payé de l'entreprise.

